

# Document

## Peut-on encore sauver le secteur industriel français ? (19.03)

### **Lepoint.fr – 18.03**

Les mesures annoncées par Nicolas Sarkozy, le 4 mars, à Marignane pour "sauver" l'industrie sont accueillies avec amertume dans une bonne partie des commentaires. Dans l'esprit de nombreux patrons et salariés de PME venus s'exprimer, détresse et fatalisme entravent l'espoir. Malgré tout, des préconisations, pour contrer la dislocation de l'industrie française, irriguent le débat.

" Ce président qui finalement comprend quand c'est trop tard" ( Patrick )

" D'un seul coup le président se souvient qu'on existe" ( Pemmore )

Depuis trois ans, l'espoir suscité par les promesses de rupture se décompose, "plus personne ne lui fait confiance pour quoi que ce soit" ( WW11PC ), dit-on du Président. C'est le coeur de son électorat déçu qui prend ce soubresaut tardif comme un camouflet ( no spammer ), "trop c'est trop" ( Daniel ).

Sans compter "le sentiment d'être méprisés par la société" ( Pemmore ). "Il devait réhabiliter le travail" ( KikooLolKewin ), mais "il est en partie responsable de cette désindustrialisation, il a voulu privilégier le milieu des affaires et des services" ( Cristelto ).

"Les promesses de campagne, on sait ce que ça vaut" ( Faberic )

Le Président à beau s'indigner, "il est amusant que Sarkozy n'ait pas supprimé les 35 h, dont il continue de dénoncer les effets" ( retardàlallumage ). Le plan de sauvetage peine à convaincre les internautes : "Sarko découvre que Renault fabrique des autos à l'étranger" ( Bubu ).

Avant tout, certains réclament des comptes. "Depuis qu'il est au pouvoir, il a tout fait pour que ses amis gros industriels puissent délocaliser" ( Faberic ). "Après 20 ans de dégradation, il serait présomptueux de vouloir inverser la tendance en claquant des doigts" ( Jedi 64 ). Et, toujours, la lassitude du jeu médiatique : "La politique est une tâche noble. La communication ne devrait pas y avoir sa place" ( Bubu ).

" L'État n'a aucun pouvoir et aucun moyen pour changer quoi que ce soit" ( Bryval )

La marge de manoeuvre du pouvoir ne fait pas illusion, "notre délabrement industriel est dû à nos politiques [...] ils ne savent toujours rien d'une entreprise" ( Charles12 ). C'est la résignation. "Sauver sa peau, ça veut dire maintenant quitter ce pays où plus personne n'a d'avenir" ( no spammer ). " Ça fait trente ans que l'industrie fiche le camp et il n'y a aucune raison que ça cesse" ( Bryval ).

Les causes "ne sont que le résultat de la mondialisation du commerce que tous les chefs d'État européens ont voulue" ( Roger ). Alors on peut toujours "rêver au 25 %, mais il oublie que beaucoup de productions délocalisées sont dans des pays de l'UE" ( Tatane06 ). Tout semble vain tant qu'on trouvera "de la main-d'oeuvre à 5 dollars par jour" ( dégouté ).

" Nous importons la misère et exportons le travail" ( Buxy71 )

" Nous sommes entrés dans la mondialisation mal préparée" ( Robespierre0007 )

Pour le diagnostic du déclin, un certain fatalisme l'emporte. "Soyons réalistes, notre industrie est quasi morte" ( Malajaurès ). Que ce soit la faute de celui qui "laisse entrer en France tous les produits chinois sans

les taxer" ( Picsou ), ou bien que la France "se casse la figure de partout, merci l'Europe et l'euro" ( Pythagore ), le mal vient d'ailleurs, de l'étranger qui démantèle une industrie en mal de compétitivité.

Le succès constant des produits des pays émergents "qui produisent moins cher" (Pas Fan ), pousse les industriels à "licencier en France pour se transformer en négociants de produits chinois" ( Claude 35). Une hémorragie, entretenue par un modèle incapable de "limiter le transfert de technologies", "les délocalisations" ou "l'ouverture des marchés" ( Ju ). "Le mirage du génie français qui laisserait les fabrications en Inde ou en Chine, et la conception en France" ( patrick ) ne convainc plus.

" Il faut que ce pays reparte sur de nouveaux fondamentaux" (Bzh)

Au-delà d'une menace extérieure, c'est un contexte politico-économique qui fragilise l'industrie, selon les commentateurs. "Le passage du libéralisme à l'ultra-libéralisme qui considère l'équilibre des marchés comme optimal" ( ennoy ), autrement dit un "laissez-fairisme" ( ryusaki ), s'oppose dans les esprits à l'héritage de plomb des années socialistes : "Les 35 h n'ont fait que hâter la décrépitude de notre industrie" ( bryval ).

On fustige la bureaucratie fiscaliste, "les PME croulent littéralement sous les charges, que tous les gouvernements de droite ou de gauche ont soit inventées, soit maintenues" ( agathe ). "Les taxes sont le problème, j'ai moi-même une PME et je crève à cause de ça" ( DTC ). "La pression syndicale" (jedi64 ) accentue encore le sentiment d'impuissance face à "un antilibéralisme trop fort dans l'opinion publique, alors que les concurrents, telle la Chine, appliquent victorieusement cette forme du capitalisme sous sa forme la plus pure" ( dupont ).

"L'industrie française ne développe rien de nouveau depuis des années" ( Funghi )

Structurellement, la tendance est au "manque flagrant de vision à long terme" ( Yves91 ). La perception d'une France mal mondialisée s'impose, et les critiques se multiplient contre "la dilapidation du savoir-faire". "C'est toute une stratégie industrielle qui est à revoir" ( Karine28 ). Ce qui implique la revalorisation de la formation des élites industrielles, mais "admirez seulement l'état des universités françaises et le niveau de la recherche, la France est out !" ( Pseudo ).

Le secteur se vide de ses forces vives : "Le vécu professionnel familial des jeunes les détourne d'une orientation vers l'industrie" ( grozlyl ). Il s'agit de "relancer un apprentissage à l'intérieur des entreprises", et peut-être de "remettre les ingénieurs au travail sur ce qu'ils ont appris, c'est-à-dire la technique" ( l uis44 ) pour créer les conditions de l'excellence industrielle. Pour ce faire, un peu d'ironie : "Engagez des spécialistes étrangers européens aux postes de commande d'un vrai ministère de l'Industrie, avec de vrais pouvoirs" ( Xyphas ).

" Il s'avère qu'en France, avec les charges et les 35 h, ce n'est plus possible" ( Bryval )

" Les Allemands s'en sortent mieux, comment font-ils ?" (help)

Pour les solutions, nombreux sont les appels à regarder vers le Rhin. "L'Allemagne, elle, s'est rendue indispensable avec des produits qu'elle seule manufacture sur son sol" ( Karine28 ). "Chez eux il y a la qualité" ( Quid ). Contre la mauvaise fortune, les préconisations pleuvent : "Diminuer les charges de 70 %. Augmenter les salaires de 40 %. Avec les 30 % restants, les entreprises investissent et embauchent" ( Jlbou ). On exige de l'État qu'il déporte son action vers un encadrement des marchés : "Entre un libéralisme dogmatique et une planification centrale, peut-être qu'il existe une voie médiane" ( Ryusaki ).

"Il est temps de consommer au maximum français" ( moumoune )

Le sentiment de ne pouvoir compter que sur ses propres forces conduit à préconiser la préférence nationale. Mais "pour consommer français, il faut en avoir les moyens", alors revient l'idée "d'augmenter les salaires" ( toulouse ). Il faudra aussi pallier "la faiblesse de la capitalisation de nos sociétés petites et moyennes" en revoyant "la structure de notre management" ( declinologue ), à condition de savoir "où et comment obtenir parmi nous et en nombre convenable le personnel compétent et très qualifié pour les postes à pourvoir" (Billancourt).

D'autres commentateurs se convainquent que "face à un État évanescent, c'est à la région de développer nos industries" ( Charles12 ) et voudraient "réformer le droit fiscal et le droit social pour que les entreprises puissent bénéficier d'un cadre qui leur permette d'envisager investir" ( Salarié ).

"Regardons l'avenir avec courage au lieu de reculer en frissonnant vers le néant" ( Alpen ) : pour la majorité des commentateurs, courage, on veut bien, confiance, on n'a pas.

Commentaire.

Pas vraiment optimistes les patrons, impuissants face au rouleau compresseur du capitalisme mondial dominé par l'aristocratie financière qui dicte ses lois à tous gouvernement et tous les patrons, y compris ceux des PME.

On ne va pas les plaindre, c'est un choix individuel de devenir patron, qu'ils assument, de notre côté on va s'employer à leur saper davantage le moral : le capitalisme appartient au passé, place au socialisme !